



**PRÉFÈTE
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°07-2024-01-17-00007
prenant acte du renforcement des mesures de maîtrise du risque suite à l'étude de dangers
de la société BRENNTAG à ANDANCE**

**La Préfète de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.513-1 et R.181-46 ;

VU le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2023-12-26-00001 du 26 décembre 2023 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2023-12-22-00004 du 22 décembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PAYEBIEN, sous-préfet de Tournon sur Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-15-6 du 15 janvier 2007 modifié délivré à la société BRENNTAG ;

VU l'étude de dangers de la société BRENNTAG du 08/08/2022 complétée le 20/09/2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2023 ;

VU les observations de l'exploitant du pétitionnaire consulté par courrier du 5 janvier 2024 ;

CONSIDÉRANT que le phénomène dangereux relatif au mélange incompatible d'acide et d'hypochlorite de sodium n'est pas acceptable dans son environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en place des mesures de maîtrise du risque afin de limiter la probabilité d'apparition de ce phénomène dangereux ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prévoir des moyens d'intervention pour contenir les effets de ce phénomène dangereux en cas de défaillance des mesures de maîtrise du risque dans le plan d'opération interne ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de l'Ardèche ;

Arrête

Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation

La société BRENNTAG (n° SIRET : 70980178100374), dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès à CHASSIEU (69680), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées Zone d'Activités à ANDANCE (07340) sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Plan d'opération interne

Le plan d'opération interne prévoit les mesures d'intervention afin de faire cesser les effets hors site des mélanges incompatibles dans un délai de 30 minutes à partir du début de l'émission de gaz toxiques, quel que soit le moment de survenance de l'accident.

Article 3 – Détection du sens du vent

Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.

Article 4 – Identification des commandes

Toutes les commandes de vannes manuelles, électriques ou pneumatiques ainsi que les commandes des pompes, portent de façon apparente et sans confusion possible, l'indication de leur fonction. Les différentes positions de ces commandes telles que marche/arrêt, ouvert/fermé, sont clairement indiquées.

Article 5 – Réactions chimiques dangereuses

L'exploitant tient à jour la liste exhaustive des réactions chimiques potentiellement dangereuses entre chacun des produits présents (y compris avec les matériaux de construction, les matériaux des canalisations, les matériaux des emballages et avec l'eau) dans le secteur « Chimie Minérale ».

Il identifie dans cette liste les réactions susceptibles d'être à l'origine d'émission de gaz toxiques ou potentiellement dangereux pour l'homme, d'explosion ou d'autres risques (échauffement dangereux,...) avec des effets létaux hors site.

La matrice des produits qui correspond à ces réactions chimiques comporte a minima les incompatibilités relatives aux produits suivants : acides, hypochlorite de sodium (eau de javel), hydroxyde de sodium. La nature des gaz issus de ces réactions sera mentionnée ainsi que les autres éléments nécessaires à l'appréciation des risques (quantité émise, cinétique, conditions nécessaires de réaction...). Les risques de mises en contact des produits qui génèrent des réactions dangereuses seront identifiés. Les moyens pour prévenir cette mise en contact seront présentés.

La matrice des produits incompatibles est transmise à l'inspection des installations classées à chaque mise à jour et a minima tous les 3 ans.

Article 6 - Mesures de maîtrises des risques

Chacune des installations de dépotage, stockage vrac et/ou mélanges concernées par la présence d'hypochlorite de sodium ou d'acide nitrique, est équipée d'au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) indépendantes à même de prévenir et/ou de limiter les conséquences d'un mélange incompatible généré en cas d'erreur d'opération de dépotage ou d'autre erreur.

Les mesures techniques de maîtrise des risques considérées dans leur ensemble (chaîne des MMR), seront considérées comme efficaces si, en situation à risque de mélange incompatible, leur action permet que les zones résiduelles de dangers pour l'homme ne dépassent pas les limites de

l'établissement. Dans ce cadre, les zones résiduelles de danger pour l'homme sont définies au seuil des effets létaux (SEL par référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) dans les conditions les plus défavorables, dont les conditions de dispersion atmosphériques.

Chaque dispositif technique est considéré comme mesure technique de maîtrise des risques si du fait de son action, la classe de probabilité du phénomène dangereux redouté reste en E (probabilité $< 10^{-5}/\text{an}$) (cf. référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé) même lorsque l'autre dispositif MMR technique de plus haut niveau de confiance est défaillant.

Les mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) visées ci-dessus sont opérationnelles dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté et dans le strict respect de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé (Mesures de maîtrise des risques). Ces mesures de maîtrises des risques sont totalement documentées (État initial cf. art. 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010)). Elles font l'objet de procédures écrites (consignes) d'exploitation, de vérification et d'entretien (programme et plan de surveillance, cf. art. 7 am du 04/10/2010). Ces procédures sont établies dès le redémarrage. Elles sont établies sur la base de leur documentation technique, et notamment de l'évolution de leur probabilité de défaillance en fonction de leur sensibilité au vieillissement ou d'autres facteurs... Au besoin, elles sont révisées.

Article 7 - Délais et recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de LYON par courrier ou via le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux deux alinéas précédents.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de la justice administrative de Lyon.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 8 – Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie d'Andance pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Mme la maire d'Andance et transmis à la préfecture de l'Ardèche.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et Mme la maire d'Andance, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BRENNTAG.

Fait à Privas, le **17 JAN. 2024**

Pour la préfète,
Le sous-préfet de Tournon sur Rhône,



François PAYEBIEN.